



**Conseil municipal du 22 janvier 2015**

**Point A : Information sur les implantations illicites sur le territoire de la commune**

**Intervention de Sabrina Sebaihi pour le groupe EELV**

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les élus,

Chers collègues,

Je souhaiterai tout d'abord saluer le représentant du collectif d'habitants que nous avons reçu au sein du conseil municipal en décembre dernier. Son intervention dénonçant les conditions de vie des riverains du camp Truillot était un modèle d'honnêteté intellectuelle, et d'empathie.

Tout le contraire du lamentable spectacle offert il y a quelques jours par le maire de Champlan, lorsque celui-ci a refusé d'inhumer le bébé rom décédé sur sa

commune. En effet, depuis le discours de Grenoble prononcé par Nicolas Sarkozy en 2010, le Rom est devenu l'origine de tous les maux.

Un homme ou une femme politique digne de ce nom ne doit pas montrer du doigt une population et la désigner à la vindicte populaire. Il est de notre responsabilité de défendre le vivre ensemble et la cohésion sociale. Opposer la misère à la misère c'est fissurer la digue républicaine dont nous avons mesuré l'importance ces dernières semaines.

Après les discours républicains, vient le temps de leur mise en œuvre et donc de l'action politique. Si la loupe médiatique a contribué à grossir l'importance du problème de l'intégration des Roms en France (entre 15 000 et 20 000 personnes sur l'ensemble du territoire français), sur notre commune les problématiques sont toutefois bien réelles et sont visibles aux yeux de tous.

La Ville s'est donc engagée avec différents partenaires (AP-HP, CG, Préfecture, etc.) depuis quelques mois à la résorption de l'occupation illicite du terrain de l'AP-HP « Truillot ». Je ne reviendrai pas sur les détails de cette initiative puisque notre collègue nous en a donné les principaux axes. Nous saluons l'intervention municipale sur ce dossier compliqué après quatre années d'impasse où l'action municipale a longtemps été attendue.

A ce propos, le groupe EELV se réjouit que la méthodologie proposée depuis plusieurs années, à savoir la création d'une maîtrise d'œuvre urbaine sociale mobilisant les aides financières de différents échelons territoriaux et notamment de l'Europe, ait été retenue pour résorber la situation sur le camp Truillot. Nous n'avons d'ailleurs rien inventé puisque cette méthode avait été mise en œuvre par Dominique Voynet avec succès à Montreuil.

Il est en effet de notre devoir de prendre ce problème à bras le corps et de trouver des solutions afin que Ivry soit et reste une ville où il fait bon vivre ensemble ! En tant qu'élus, nous devons faire respecter la loi et lutter contre les occupations illégales. Mais nous n'oublions pas le sort de ces populations privées de tout confort élémentaire vivant encore, en France, en 2015 dans des bidonvilles ! Vous l'aurez compris, cette situation est intenable pour nos concitoyens qu'ils soient dans un « camp » ou dans l'autre.

Pour le groupe EELV, l'engagement de la ville aux côtés d'autres partenaires pour la résorption des installations illicites est donc une question de solidarité mais aussi une responsabilité municipale :

- Une question de solidarité tout d'abord. Vous le savez, certains de nos concitoyens pensent que la municipalité privilégie les populations roms au détriment d'autres Ivryens, notamment sur la question du logement. Vous

avez sûrement déjà entendu ces reproches au détour d'une conversation avec des Ivryens.

Nous tenons ici à démonter le mythe des logements sociaux attribués gratuitement aux Roms. Avec le programme présenté ce soir par l'adjointe à la démocratie, nous ne faisons qu'appliquer la loi. Les logements attribués le seront de manière temporaire, le temps d'accompagner les familles bénéficiaires dans leurs démarches d'insertion et de prise d'autonomie.

De plus, il n'est pas question pour nous de prôner une solidarité sélective, une « préférence ivryenne » qui avouons-le aurait les relents du programme d'un parti nationaliste bien connu. Opposer les pauvres aux plus pauvres, ce n'est pas notre conception de la solidarité. La crise du logement n'est pas le fait de quelques milliers de familles Roms en Île-de-France ! Ce sont près de 500 000 personnes qui sont actuellement en attente d'un logement social dans notre région. Rappelons ici que certaines communes ne remplissent toujours pas l'obligation de 25 % de logements sociaux fixée par la loi SRU.

C'est pour cette raison mais également parce que notre commune n'a ni vocation ni les moyens d'accompagner l'ensemble des familles du camp que nous soutenons activement l'idée d'une conférence régionale sur cette problématique. Cette proposition formulée par Pierre Gosnat a également

reçu le soutien de Laurence Abeille Députée écologiste du Val de Marne. De trop nombreuses communes se reposent sur l'action de villes comme la nôtre ou celle de Montreuil. Lorsqu'un camp est démantelé sans aucune solution de relogement proposée derrière, chacun sait que cela revient à passer la patate chaude à une autre collectivité. Un plan d'action à l'échelon régional avec la participation de l'Etat est nécessaire. Un bémol cependant : cette proposition serait encore plus crédible si nous disposions sur notre commune d'une aire d'accueil pour au moins partiellement répondre à ce type de situation.

- Démanteler les camps, c'est également une responsabilité municipale : une responsabilité par rapport aux premiers intéressés : nous ne pouvons courir le risque plus longtemps d'un nouvel incendie sur le camp ou d'un drame. Une responsabilité que nous devons également aux riverains, ainsi que le rappelait le représentant des habitants de la résidence Truillot. Les différentes sources de pollution émanant du camp constituent des nuisances quotidiennes insupportables pour les riverains et particulièrement nocives, en premier lieu, pour les habitants du camp. Concernant les autres implantations sur la commune, nous devons rester vigilants car le phénomène ne doit pas s'accroître. Durant les prochaines années, c'est près d'un tiers de la ville qui sera en chantier dans le cadre de la ZAC Ivry Confluences. Il est donc de notre devoir d'être attentifs, de

prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de nouvelles implantations.

Le coût financier de cette action (pour laquelle nous avons cependant obtenu plusieurs financements y compris du FEDER, comme le groupe EELV y avait appelé), est donc à mettre en rapport avec le coût humain et social de la situation actuelle : pour les habitants du camp, pour les riverains qui voient leur cadre de vie se dégrader mais aussi pour les agents municipaux épuisés de devoir inlassablement venir nettoyer les abords des installations illicites. J'en profite ici pour saluer et remercier le travail des agents municipaux.

Un mot enfin sur le sentiment d'insécurité et les actes de délinquance attribués aux populations Roms. Les statistiques ethniques étant interdites en France en raison de notre conception républicaine de la citoyenneté, il m'est impossible de confirmer ou d'infirmier telle ou telle affirmation sur la délinquance présumée de certaines communautés et c'est tant mieux.

J'ai cependant en mémoire l'incident qui avait eu lieu sur le marché du centre-ville l'année dernière. Vous vous en souvenez peut-être, un vendeur du marché avait frappé à la tête une habitante du camp Truillot qu'il accusait de l'avoir volé.

La délinquance d'une minorité des Roms est une délinquance de pauvres, de proximité, de grande précarité, de subsistance. Elle est visible et aisée à

amplifier. Il ne s'agit pas de l'excuser et encore moins de la tolérer. Mais je rappellerai ici avec fermeté que, quelle que soit son origine, sa nationalité ou sa religion, personne n'est autorisé à se faire justice soi-même.

Je terminerai par quelques suggestions : cette question doit être traitée avec plus de transparence. En effet le groupe EELV regrette que certaines informations comme la temporalité de l'aide accordée aux familles, le coût de l'ensemble du dispositif pour la municipalité et pour les autres partenaires n'aient pas été détaillés de manière claire et transparente dans le document qui a été remis aux membres du conseil municipal. Les décisions du comité de pilotage gagneraient à être plus largement diffusées. Car l'absence d'informations sur cette question contribue à alimenter les rumeurs.

Le groupe EELV soutient donc l'action de la municipalité sur cette question. Il a beaucoup été question d'intégration et de refus de l'amalgame ces dernières semaines. Si ces valeurs sont partagées par l'ensemble des membres du conseil municipal, ce dont nous ne doutons pas, alors il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour résorber les installations illicites le plus humainement possible, et dans l'application rigoureuse des droits de chacun, tout en continuant à assurer une politique sociale équitable pour l'ensemble de nos concitoyens.

Je vous remercie.